Jean-Claude Kaufmann, **Premier matin Comment naît une histoire d'amour**, Armand Colin, 2002. 270 p., 20 €

Pierre Martinot-Lagarde

Dans **Revue Projet** **2002/4 n° 272** , pages 122w à 131w
Éditions **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.272.0122w

Date de mise en ligne : 01/03/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

https://shs.cairn.info/revue-projet-2002-4-page-122w?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Revue des livres

International

Klaus J. BADE
L'Europe en mouvement. La migration du XVIIIe siècle à nos jours
Seuil, coll. Faire l'Europe, 2002, 638 p., 34 €.

Ce livre monumental étudie les migrations en Europe, hors d'Europe et vers l'Europe. Il prend comme cadre historique la période qui va du début du XVIIIe siècle à nos jours et comme cadre géographique l'espace qui s'étend de la Scandinavie à la Méditerranée et des îles Britanniques à l'est de l'Europe centrale. Il traite d'une réalité historique extraordinairement complexe. D'une part, le phénomène ne s'est pas limité à un franchissement de frontières ; les frontières, elles aussi, se sont déplacées au-dessus des hommes. D'autre part, la migration a eu des causes, des origines et des formes différentes : migrations dues à la nécessité économique, volonté de trouver du travail, d'acquérir une formation professionnelle, migrations liées aux crises économiques, aux conflits militaires, aux situations politiques, regroupement des familles... Ces divers processus ont souvent agi les uns sur les autres. L'auteur a pris le parti de combiner la chronologie et les typologies. Il analyse ainsi les migrations au cours de la transition entre la société agraire et la société industrielle à la fin du XVIIIe siècle, les divers mouvements de population qui ont affecté l'Europe du début du XIXe siècle aux années d'avant et d'après la première guerre mondiale (migrations agricoles et industrielles de travail à l'intérieur de l'Europe, exode de masse vers le nouveau monde, migration d'Europe vers les colonies), les migrations au cours de la première et de la deuxième guerre mondiale (expulsions, travaux forcés), les migrations et les politiques migratoires dans la deuxième moitié du XXe siècle (minorités et réfugiés, migrations en provenance du tiers monde, extrême diversité des courants, montée des craintes, porte à faux des politiques). Ce vaste tableau historique, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, aide à comprendre l'actualité et l'avenir des mouvements migratoires dans l'espace européen.

Jean Weydert

Nicole VILBOUX
Les stratégies de puissance américaine
Fondation pour la recherche stratégique, Ellipses 2002, 224 p., 14,50 €.

Henri BURGELIN
L'Europe : prolongement ou alternative à une Défense nationale
CEPS, Ed. Publisud, 90 p., 13,42 €.

Olivier ROY
Les illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au terrorisme
Seuil, La République des idées, 86 p., 10,5 €.

L'effondrement de l'empire soviétique a placé les Etats-Unis en position d'hyperpuissance. Comment conçoivent-ils leur rôle ? Quel usage font-ils de l'instrument militaire unique en son genre dont ils disposent ? Nicole Vilboux montre à quel point tout se ramène pour eux à la préoccupation de leur sécurité nationale et à la défense de leurs intérêts dans un monde toujours dangereux et de plus en plus incertain. L'auteur montre que cette préoccupation constante s'est exprimée de diverses manières sous les gouvernements successifs et en fonction des circonstances depuis

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

la fin de la guerre froide. Les controverses n'ont pas manqué, dans les milieux dirigeants et dans l'opinion, sur l'emploi qu'il convenait de faire de la suprématie militaire. Sont notamment mis en lumière ce trait traditionnel de la culture politique américaine peu favorable à l'intervention militaire et les séquelles dans l'opinion de la guerre du Vietnam. Est également montré le différend qui oppose les politiques prompts à combiner guerre et diplomatie et donc souvent aventuristes aux militaires qui ne veulent entreprendre la guerre que pour la gagner. Sont aussi rappelées les rivalités de pouvoir entre exécutif et législatif par rapport à l'action militaire. Sont enfin soulignés le sentiment de peur face au terrorisme et de confiance dans les moyens technologiques, tous deux probablement excessifs. On peut se demander si les orientations de la stratégie américaine ne se dissocient pas de plus en plus de l'évolution de la conflictualité internationale, avec le risque d'entretenir un instrument militaire inégalable mais incapable de répondre aux dangers réels.

L'objet de l'ouvrage d'Henri Burgelin est d'examiner dans quelle mesure l'Union européenne, telle qu'elle existe aujourd'hui et telle qu'elle se dessine dans les prochaines années, est en mesure de relayer un Etat défaillant pour assurer à la société française la sécurité qu'elle pense être en droit d'attendre, en même temps que d'évaluer ce que la France doit faire pour garantir, soit par elle-même, soit en coopération avec ses partenaires, la sécurité de son territoire et de sa population.

Attentat terroriste de grande ampleur, mais somme toute classique, l'attaque du World Trade Center donne à penser ce que pourrait produire l'emploi par un groupe radical d'armes de destruction massive. Cette éventualité est, nous dit Olivier Roy, une certitude pour ceux qui dirigent actuellement les Etats-Unis. L'Amérique doit alors se donner le droit et les moyens de mener une guerre préventive. C'est, semble-t-il, ce que George W. Bush se prépare à faire par rapport à l'Irak. Face à cette perspective, pas nécessairement partagée par tous aux Etats-Unis, l'Europe est réticente, mais divisée et en définitive passive. La campagne d'Afghanistan, visant un objectif précis et limité, a été un succès militaire et diplomatique. Dans l'immédiat, il n'y a pas de lien entre Al Qaïda, l'Irak et la Palestine. Mais une attaque contre l'Irak pourrait mettre le feu aux poudres et soulever dangereusement la « rue arabe ». Les dirigeants américains ont aujourd'hui une vue très courte sur la manière de répondre aux défis mondiaux. Au lieu de chercher à mobiliser en Europe et ailleurs des alliés pour lutter contre « l'axe du mal », ils feraient mieux de s'appliquer à traiter des problèmes difficiles et complexes par une coopération multilatérale.

Jean Weydert

Olivier Roy
L'islam mondialisé
Seuil, 2002, 216 p., 14 €.

S'appuyant sur une ample moisson d'observations, Olivier Roy s'applique à montrer ici que le monde musulman connaît, lui aussi, les mutations que provoque la mondialisation, en particulier la déterritorialisation et les progrès de l'individualisation. Du fait des migrations, des musulmans sont de plus en plus nombreux à vivre en des régions qui ne sont pas « terre d'islam », notamment en occident. Privés d'une culture et d'une communauté traditionnelles, ils sont amenés à réagir individuellement. L'individualisme progresse aussi en terre d'islam. C'est de ce processus complexe qu'Olivier Roy entreprend de démêler les fils. Il fait voir comment, dans les pays musulmans, les mouvements islamistes ont d'abord visé à renverser les pouvoirs existants et à les remplacer par un Etat islamique. Ils n'y réussiront qu'en Iran. Dans d'autres pays, ils se rangeront plutôt derrière les Etats existants, tout en s'efforçant d'islamiser les mœurs et la société. Mais la contestation ne tardera pas à se réveiller sous des formes encore plus radicales, en se polarisant en particulier sur l'Afghanistan. Cette fois, des musulmans d'occident ou occidentalisés – jeunes de banlieues défavorisées ou intellectuels et techniciens modernistes – entrent dans la course. Ceux qui mènent le train sont plutôt des leaders autoproclamés que les oulémas traditionnels. Les néofondamentalistes s'engagent individuellement

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

dans la *jihad*, faisant du terrorisme un but en soi plus qu'un moyen de conquérir le pouvoir d'Etat. Leur démarche étrangement « moderne » ressemble à celle de la bande à Baader, des brigades rouges ou d'action directe. Olivier Roy met cependant à l'actif d'un islam « mondialisé » d'autres comportements – ceux-là positifs – tels que la recherche d'un humanisme ou de la justice sociale. Le scénario proposé éclaire bien les aspects contradictoires de l'évolution sociale récente. Il montre moins en quoi le noyau proprement religieux de l'islam en est ou non affecté.

Jean Weydert

Pierre de SENARCLENS
La mondialisation.
Théories, enjeux et débats
Armand Colin, coll. U, 2002, 224 p., 15 €.

Ayant été deux fois réédité en peu de temps, ce livre mérite une attention spéciale. Il traite à la fois des théories des relations internationales, de leur pratique et de leurs conséquences. Les relations entre Etats souverains ont longtemps relevé de l'« état de nature » plus que des principes du droit. Cependant, du XVII^e^ au XIX^e^ siècle, un courant de pensée, représenté notamment par l'Abbé de Saint-Pierre et Kant, s'est efforcé de définir des normes susceptibles d'assurer la paix entre les nations. Au XX^e^ siècle, la SDN s'est appliquée à mettre en œuvre le principe de sécurité collective. S'y sont opposés les tenants de l'école dite « réaliste » pour qui le principe de souveraineté oblige les Etats à mener une « politique de puissance ». Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité, réaliser leurs ambitions et atteindre leurs objectifs économiques. Après la deuxième guerre mondiale, avec la création de l'Onu et plus encore, au plan régional, de l'Union européenne, on semblait s'orienter vers une ère de souverainetés limitées. Mais aujourd'hui, les Etats-Unis, la Russie, Israël, ont clairement choisi la politique de puissance. C'est dans ce contexte que la mondialisation se développe. Elle consiste d'abord en une intensification des échanges commerciaux, des investissements et des flux de capitaux – rendue possible par le progrès des communications et par des politiques de déréglementation – entre les principaux pôles de développement capitalistes (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon). Les autres pays sont plus ou moins contraints de prendre la même voie. La mondialisation favorise d'importants progrès matériels, un essor des migrations et des échanges culturels et sociaux, le développement d'associations transnationales. Elle entraîne aussi de nouvelles polarisations sociales, une pauvreté de masse sans précédent, des guerres civiles, des atteintes à l'environnement planétaire, des risques accrus de terrorisme, L'auteur souligne l'immense besoin d'une vraie coopération entre Etats pour éviter les risques et mettre à profit les chances que comporte la mondialisation.

Jean Weydert

HAUT CONSEIL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
Biens publics mondiaux
et coopération internationale
Karthala, 2002, 328 p., 23 €.

Autorité indépendante rattachée au Premier ministre, le Haut Conseil vise notamment à mieux associer la société civile à l'action de coopération internationale entreprise par la France. Le présent ouvrage propose les actes d'un séminaire organisé à Sèvres en septembre 2001. En ces temps de libéralisme tous azimuts, il est bon de rappeler que certains biens essentiels – les ressources naturelles, la santé, les savoirs, l'éducation, la culture, les droits sociaux – ne devraient pas être abandonnés à la loi du marché. Mais comment ces biens peuvent-ils être garantis au plan mondial ? Et quelle place leur revient dans la coopération au développement ? En analysant divers champs d'application, l'ouvrage montre que la notion de bien public mondial peut faire progresser le développement durable et le développement humain, à condition que soit plus sérieusement prise en compte la nécessité d'une gouvernance mondiale et que soit mieux exercée la responsabilité des entreprises. Une particulière attention est

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

portée à l'articulation entre biens publics mondiaux, développement et droits de l'homme. Les enjeux sont considérables. Il y va en effet de la lutte contre les inégalités et la pauvreté, du combat pour les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, c'est-à-dire de l'Etat de droit, de l'avenir de guerre ou de paix préparé pour les générations futures.

Michel Taillefer

Gérard WINTER
L'impatience des pauvres
Puf, Science, histoire et société, 2002, 294 p., 22,50 €.

Ce livre est le fruit du cheminement intellectuel d'un chercheur en développement. Statisticien et économiste, G. Winter est passé constamment du local au global (il fut pendant six ans directeur de l'IRD, l'ancien Orstom). Ecartant les impasses du passé – « les développeurs au service des développés » –, il appelle à réinventer la coopération Nord/Sud, et particulièrement la coopération scientifique : les experts d'un autre développement sont au Sud. Par delà fractures et pauvretés, celui-ci témoigne d'une vitalité créatrice. Les organisations de base et les réseaux multiples dessinent un autre modèle. Vision optimiste. Pourtant, l'auteur invite avec vigueur à comprendre comment « l'avenir du monde est à découvrir au Sud ». Ce n'est pas le propos d'un idéologue, mais celui d'un acteur qui fut sur le terrain pendant quelque 40 ans.

DS

Antoine GARAPON
Des crimes qu'on ne peut ni punir, ni pardonner. Pour une justice internationale
Odile Jacob, 2002, 350 p., 20 €.

L'auteur rappelle d'abord que le recours à la justice pénale internationale, inauguré à Nuremberg pour juger les criminels nazis, a beaucoup progressé depuis la fin de la guerre froide. Cette évolution, souligne-t-il, n'est pas sans ambiguïtés. Qu'apporte-t-elle vraiment à la construction de la paix ? Les procès qu'instruisent les tribunaux pénaux internationaux guérissent-ils les victimes ? Contribuent-ils à empêcher la guerre ? Répondent-ils à un projet universel ou sont-ils l'expression d'une justice de vainqueurs ? Reconnaître les limites de la justice internationale ne doit pas conduire à penser qu'elle n'a pas lieu d'être. Elle a un rôle irremplaçable à jouer qu'elle remplira d'autant mieux qu'elle saura se départir d'un certain angélisme ou d'un fondamentalisme juridique qui se rejoignent pour disqualifier la politique. On ne peut transposer purement et simplement le rôle de la justice interne au niveau international, en pensant à tort qu'elle va se substituer à un fonctionnement défectueux du politique. Le rôle de la justice n'est pas de remplacer la souveraineté d'un Etat mais de la stimuler. Sa fonction n'est pas d'humilier un Etat mais de le responsabiliser en lui enjoignant de renoncer à ses errements. L'essentiel est que les victimes et les crimes soient reconnus, que puisse ainsi être renoué le lien politique, réhabilité la démocratie. La justice internationale prend tout son sens en insécurisant tous les pouvoirs du monde, en leur signifiant qu'aucun ne peut prétendre imposer aux autres sa volonté, en leur signalant qu'ils ne seront jamais complètement quittes de leurs obligations. Entre le rêve d'une monarchie universelle dont un tribunal mondial serait la première pierre et le retour à un droit international classique dont la souveraineté serait l'élément central, la justice pénale internationale peut ainsi tracer une voie nouvelle.

Michel Taillefer

PNUD
Rapport mondial sur le développement humain 2002
De Boeck Université, Bruxelles, 2002, 278 p., 25 €.

Chaque année depuis 1990, le Programme des Nations unies pour le développement rend public un Rapport mondial sur le développement humain. L'ouvrage est une mine d'informations sur la santé, l'éducation, les conditions de vie, l'égalité entre hommes et femmes, etc. dans les différents pays de la planète. On y trouve aussi une suggestive classification

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

entre les pays selon l'IDH ou indice de développement humain (qui intègre trois éléments : la durée de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie). Cette année, arrivent en tête la Norvège, puis la Suède, le Canada, la Belgique et l'Australie (la France est en 12e position). Au-delà de ce « palmarès », l'édition 2002 propose plusieurs articles sur le rapport entre démocratie et bien-être humain. La pensée d'Amartya Sen irrigue la réflexion.

Antoine Kerhuel

Economie

COLLECTIF
Annales de l'Ecole de Paris - vol. VIII (2001)
Ecole de Paris du management, 2002, 462 p., 65 €.

L'intérêt de cet imposant document est de prendre appui sur de nombreuses situations concrètes, présentées avec précision, pour réfléchir sur le management contemporain. Ces annales recueillent ainsi les travaux menés, au fil de l'année 2001, dans cinq séminaires de l'Ecole de Paris (vie des affaires ; ressources technologiques et innovation ; vies collectives ; entrepreneurs, villes et territoires ; enseignement de la gestion), ainsi que les débats ayant accompagné quelques petits-déjeuners thématiques. Les questions posées n'obtiennent pas de réponses définitives, mais elles prennent du relief parce qu'elles n'apparaissent pas de façon abstraite, idéologique. Très riche, l'ensemble constitue un excellent parcours des défis qui se présentent au monde de l'entreprise aujourd'hui : les nouvelles technologies, les processus de décision, les rapports entreprise-société, etc.

Antoine Kerhuel

André VANOLI
Une histoire de la comptabilité nationale
La Découverte, 2002, 656 p., 38 €.

Un baroudeur de la comptabilité nationale, praticien réfléchi, rassemble les données de son expérience. Cette « histoire » donne un son bien différent de celui des cours d'histoire de la pensée économique. Le lecteur ne trouvera pas de considérations générales sur le zig-zag du docteur Quesnay, mais un éclairage circonstancié de l'élaboration permanente, depuis les années 1930, de la comptabilité nationale occidentale. Le lecteur comprendra que la comptabilité nationale est une création sociale colorée par un souci politique historiquement situé, d'abord keynésien ; depuis une trentaine d'années, elle est chargée d'assumer, dans l'esprit du Fonds monétaire international, une fonction de veille. Le lecteur sera surpris de constater les difficultés pratiques rencontrées par l'harmonisation internationale des catégories apparemment les plus simples : pour les Anglo-saxons, les « opérations » recouvrent l'ensemble des transactions ; la notion de « revenu », sans parler de la « formation brute de capital fixe », *a fortiori* celle d'« actif incorporel » sont parmi les plus difficiles à élaborer. Bref, la comptabilité nationale est, comme l'économie qui la nourrit, le fruit d'une interprétation, interprétation au demeurant fort délicate dans la mesure où les habitudes, les pesanteurs institutionnelles et les contraintes administratives interfèrent avec le primat de la rigueur comptable. De quoi rappeler que les statistiques, surtout quand elles ont vocation à appréhender l'économie nationale, ont toujours été et demeurent une affaire d'Etat.

Etienne Perrot

Jacques GÉNÉREUX
Les vraies lois de l'économie
Seuil et France Culture, 2 tomes, 2001 & 2002, 194 p., 166 p., 2 x 13,5 €.

Certaines affirmations économiques sont simplistes, voire fallacieuses. Ainsi prétendre que l'administration publique ne produit rien, que l'écart des revenus a généralement des effets productifs, que les lois de l'équilibre général règlent les relations marchandes, que les anticipations des agents économiques sont toujours rationnelles, qu'il n'y a pas de bon développe-

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

ment sans croissance économique, que macroéconomie et microéconomie se coordonnent rationnellement... Dans le cadre d'une série d'émissions radiodiffusées sur France Culture, Jacques Généreux démonte cette vulgate qui interdit d'explorer des voies nouvelles en politique économique. Sous la forme d'une suite d'affirmations contraires qui paraîtront sans doute un peu brutales au spécialiste, l'auteur souligne les limites des schémas de pensée sous jacents aux affirmations litigieuses, tout en illustrant son propos par quelques exemples de politiques économiques récentes. Le tout se lit agréablement et, même si le propos appelle les nuances qui en souligneraient les conditions précises d'effectivité, il atteint son but : semer le doute dans des pensées trop paresseuses pour oser des voies économiques vraiment neuves.

Etienne Perrot

Hélène Baudchon et Monique Fouet
L'économie des Etats-Unis
La Découverte, coll. Repères, 2002, 128 p., 7,95 €.

Hélène Baudchon reprend et actualise l'excellent ouvrage de Monique Fouet, décédée en 1994. Elle en garde le même esprit dans la grande tradition économique qui part de la démographie, des institutions, et des comportements des acteurs, pour éclairer finalement dans un second temps les politiques et les atouts économiques. Cette conception historique de l'économie est très efficace ; elle permet de comprendre pourquoi la diminution spectaculaire de l'épargne américaine et l'accroissement de l'endettement des Etats-Unis ne tombent pas du ciel, mais qu'ils s'intègrent à la fois dans l'histoire des institutions, de la culture et des faits sociaux, pourquoi la durée moyenne de chômage est trois fois moindre outre-Atlantique qu'en Europe pour un taux de chômage sensiblement inférieur, n'en déplaise aux contempteurs du système américain, pourquoi enfin les changements très nets de politique et de réglementation touchant la monnaie comme le budget de l'Etat ne doivent pas tout au « pragmatisme américain ». La clarté de l'exposé est renforcée par des encarts sobres et bien faits, touchant la protection sociale aux Etats-Unis, la composition du patrimoine financier des ménages, l'accord nord-américain de libre échange, la faillite crapuleuse d'Enron début 2002. Le lecteur conservera l'impression argumentée d'un pays dont la santé économique sait d'autant mieux compenser les « infidélités du milieu » tant intérieur qu'extérieur, pour parler comme Georges Canguilhem, qu'il demeure, et pour longtemps, le moins vieilli des pays occidentaux.

Etienne Perrot

Jacques Defrenne et Chantal Delvaux
Puisque demain ne peut être qu'incertain
Ed. AGPI, Bruxelles, 2002, 400 p.

Sur la base de leur expérience d'intervenants en entreprises, les auteurs de ce livre invitent à prendre acte de notre entrée dans la « société de l'Incertitude ». Notre monde n'est pas seulement caractérisé par l'imprévisibilité ou l'accumulation de situations ou d'événements incertains. Il est, pourrait-on dire, comme structuré par l'Incertitude. Les organisations doivent donc accepter d'avoir à redéfinir en permanence leurs procédures, ce qui est impossible sans « l'adhésion partenariale » par laquelle les acteurs répondent de manière cohérente tant aux contraintes économiques et financières qu'aux distorsions qui affectent le travail. Ce « traité de gestion de l'Incertitude » paraît parfois s'adresser à des initiés. Il n'en est pas moins révélateur de la nécessité de penser de nouveaux modes d'organisation dans une société en mouvement. Les enjeux sont lourds, en termes de pouvoir mais aussi pour construire de nouvelles formes de solidarité.

Antoine Kerhuel

Denis Dupré (dir.)
Ethique et capitalisme
Economica, 2002, 230 p., 30 €.

Cet ouvrage rassemble les contributions d'auteurs reconnus pour leur réflexion aux frontières de l'économie et de l'éthique. Bernard Perret rassemble ses derniers travaux sur la monnaie en mettant le doigt sur

l'essentiel, le lien social ; Hugues Puel prolonge ses recherches sur l'éthique du travail ; Pierre-Patrick Kaltenbach dénonce en prophète éclairé les dérives d'une législation absurde qui favorise les associations lucratives sans but socialement déterminé ; Yvon Pesqueux évoque avec tendresse l'entreprise citoyenne ; Denis Muller fait presque aimer la théologie morale en traitant du nouvel esprit du capitalisme, sans parler des autres collaborateurs, non pas moins méritants, mais plus confus. Au terme de son effort, le lecteur conservera avec satisfaction l'impression que l'éthique commence à prendre corps dans le monde économique. En réfléchissant, il découvrira que ce corps éthique lorgne de plus en plus vers le droit au point d'en appeler à l'autorité de l'Etat pour renforcer sa légitimité. Et s'il connaît suffisamment Schumpeter – le grand absent –, il comprendra tout seul que le capitalisme dévore aujourd'hui les derniers stocks de morale qui lui sont nécessaires pour fonctionner alors que c'est là l'une des rares denrées qu'il ne peut pas produire.

Yann Galenna

Anne SALMON
Ethique et ordre économique.
Une entreprise de séduction
CNRS éditions, coll. Sociologie, 2002, 204 p., 19 €.

La prolifération des discours éthiques en entreprise apparaît comme le fruit récent d'une pratique venue d'outre atlantique pour compenser la dérégulation économique. L'éthique comble le vide d'une législation qui a du mal à suivre la créativité technique, commerciale et financière de ces trente dernières années. Anne Salmon enrichit considérablement cette approche en resituant les propos tenus en entreprise sur l'éthique dans une longue lignée historique depuis le XVIII^e siècle. L'auteur tente une dialectique suggestive entre d'une part les discours tour à tour protestants, humanistes, progressistes, et d'autre part les différentes phases de développement du capitalisme occidental. En bonne sociologie, l'accent est placé sur le côté justificateur des discours éthiques. Du coup n'est pas discerné, derrière les discours, ce qui pourrait être des critères d'action. L'ouvrage est davantage convaincant dans sa seconde partie où est thématisée la distinction entre d'une part la perfectibilité de l'homme, qui domine l'humanisme des Lumières au XVIII^e siècle, idée que l'on découvre déjà chez Blaise Pascal, et d'autre part l'idée de progrès, propre au XIX^e siècle, progrès conçu comme mouvement indéfini de l'humanité sur une voie continuellement ascendante. Comme Blaise Ollivier voici quelques années, sociologue lui aussi qui distinguait l'acteur perçu par la sociologie et le sujet appréhendé par la psychanalyse, l'auteur appelle de ses vœux une centration sur le sujet. Malheureusement, l'éthique ne peut pas plus se réduire au discours qui emprunte le vocabulaire de l'éthique qu'au sujet de la psychanalyse. Ce que Anne Salmon devine sans le thématiser en évoquant dans sa conclusion l'angoisse éthique.

Etienne Perrot

Grégory BENICHOU
Le chiffre de la vie
Seuil, 2002, 322 p., 21 €.

Aucune langue de bois dans cet ouvrage insolite, où l'auteur allie l'information scientifique, la réflexion philosophique et le témoignage personnel. Le sujet est sensible. On dit souvent que le code génétique s'apparente à un langage, puis on s'effraie des conséquences de cette affirmation sur la nature même de la vie, sur son origine et sa permanence... et le débat est vite clos. En effet, la biologie, la médecine et la philosophie ne font pas facilement bon ménage, alors même que les recherches médicales contemporaines ouvrent des questions transdisciplinaires fondamentales. Au fil des pages, le débat est ouvert à nouveau – avec opiniâtreté, et quelquefois non sans polémique – sans être refermé sur d'arrogantes certitudes métaphysiques. Habité de fortes convictions, l'auteur s'attache à remettre sans cesse au premier plan de toute réflexion sur les recherches biomédicales contemporaines la nécessaire référence à la dignité de l'être humain. L'ensemble est vif, humble et passionné.

Antoine Kerhuel

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

Politique

John LUKACS
Churchill, Londres, mai 1940
Trad. par Alice Tillier, Odile Jacob, 2002, 254 p., 25 €.

Après avoir écrit deux ouvrages fondamentaux, *La dernière guerre européenne, septembre 1939-mai 1941* et *Le duel Churchill-Hitler*; l'historien américain John Lukacs est revenu, dans le présent ouvrage, à l'histoire de la dernière semaine de mai 1940. Il avait été l'un des premiers à prendre connaissance des documents portant sur les séances du Cabinet britannique au cours de cette période et il montre à quel point ces séances ont pu être décisives. Entre le 24 et le 28 mai 1940, la guerre n'a pas été perdue, comme elle aurait pu l'être. Le Premier ministre a décidé de résister contre l'avis de ceux qui, à l'intérieur même du Cabinet, lui conseillaient de négocier avec Hitler ou de chercher la médiation de Mussolini. Cette décision, Churchill l'a justifiée en affirmant que la défense de la liberté commandait de prendre les risques d'un combat inégal plutôt que de se rendre sans avoir lutté. Il est étonnant de découvrir chez plusieurs ministres et parlementaires britanniques, en majorité conservateurs, un aveuglement qui les portait à considérer Hitler comme un adversaire de bonne foi avec qui l'on pourrait traiter. Hitler, de son côté, influencé par ce qu'il faut bien appeler le défaitisme de certains hommes politiques britanniques, a commis l'erreur de croire qu'il pourrait imposer ses conditions à Churchill. La résolution du Premier ministre était d'autant plus remarquable que la situation ne laissait guère de place à l'espoir. Le corps expéditionnaire britannique et plusieurs éléments de l'armée française étaient pris au piège dans la poche de Dunkerque. Les Hollandais avaient capitulé, le roi des Belges ne tarderait pas à le faire. Les troupes allemandes avançaient vers le Sud. La France résisterait-elle ? L'URSS n'était pas entrée dans la guerre, les Etats-Unis n'étaient pas encore décidés à intervenir. Par sa résolution et grâce à la réussite de l'opération sauvetage de Dunkerque, Churchill a pu retourner aussi bien son entourage immédiat que ses rivaux politiques et l'opinion publique. Il a encouragé ses compatriotes à tenir sous les bombardements allemands pendant la bataille d'Angleterre et ainsi préparé la victoire finale.

Jean Weydert

Jean-Yves CALVEZ
Chrétiens penseurs du social
Cerf, 2002, 210 p., 30 €.

Maritain, Mounier, Fessard, Teilhard de Chardin, de Lubac. Qu'est-ce qui rapproche ces auteurs qui ont exercé leur réflexion dans des domaines très divers : philosophie, paléontologie, théologie ? Ecrivant dans les années 1930, ils ont souligné, chacun à sa manière, dans une perspective chrétienne, les dimensions sociales de l'existence. Jean-Yves Calvez montre comment, dans une France travaillée par de fortes tensions, ces auteurs se situent face à l'Action Française, et par rapport aux totalitarismes si tragiquement présents en Europe à la même époque. S'ajoutent à cette analyse les portraits d'autres intellectuels sociaux catholiques : Don Sturzo (Italie), Oswald von Nell Breuning (Allemagne), John A Ryan (Etats-Unis), ainsi qu'une notice sur Karl Barth et sur le protestantisme social français, allemand et américain.

Michel Taillefer

Jean-Claude RUANO-BORBALAN
et Bruno CHOC (dir.)
Le pouvoir
Ed. Sciences humaines, 2002, 310 p., 23 €.

Cet ouvrage donne des clefs pour appréhender au mieux les différentes formes de pouvoir, des rapports entre individus aux relations internationales. Il étudie d'abord les sources du pouvoir puis les théories et les penseurs contemporains qui l'ont analysé (Max Weber, Hannah Arendt, Michel Foucault). Il rend compte des différents acteurs intervenant dans les relations de pouvoir (individus, institutions, groupes ou réseaux). Il aide à comprendre les dynamiques à l'œuvre dans la société à travers

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

ses différentes institutions (Etat, système des relations internationales, famille, organisations, religions). Il fait voir comment les relations de pouvoir sont en mutation forte depuis un demi-siècle ; aux formes autoritaires et hiérarchiques se substituent de plus en plus des formes négociées et coopératives.

Michel Taillefer

Société

Sébastian Roche
Tolérance zéro ?
Incivilités et insécurité
Odile Jacob, 2002, 304 p., 25 €.

Comment faire reculer la délinquance et l'insécurité ? Sébastian Roché commence par se livrer à une analyse rigoureuse de phénomènes d'autant plus inquiétants qu'ils sont souvent aujourd'hui mal appréhendés. Il montre d'abord le rôle important que joue le désordre dans les lieux publics, aussi appelé incivilité, dans la dynamique de l'insécurité, c'est-à-dire à la fois de la délinquance et de l'inquiétude. Les incivilités peuvent n'être pas encore des délits qualifiés, mais des manquements aux règles d'usage de lieux collectifs, par exemple, l'occupation d'une entrée d'immeuble, des comportements menaçants, des bruits ou autres désordres, des souillures ou de petites dégradations. Elles sont graves, car elles portent atteinte au vivre ensemble, au respect de l'autre, et favorisent la délinquance. Face à ces désordres, comment l'autorité publique peut-elle réagir ? Deux principes d'action nous viennent des Etats-Unis : la théorie de la vitre brisée – toute déprédation doit être réparée ; la tolérance zéro – tout manquement à la règle doit être pénalement sanctionné. Autant l'auteur approuve l'application du premier principe – il est contre le laxisme –, autant il émet des réserves à l'égard du second. Une judiciarisation de la vie sociale n'est pas la solution. Le but n'est pas de multiplier les condamnations, mais de faire baisser les désordres et la délinquance. Pour cela, il ne suffit pas d'améliorer les conditions sociales et économiques des plus défavorisés ni de se livrer à un travail éducatif, ce qui est évidemment nécessaire ; il faut aussi remédier au vide d'équipement et de personnel dans les lieux collectifs, instituer des garants des lieux, fixer et afficher clairement les règles du vivre ensemble définies en association avec les intéressés, instaurer des seuils d'accès aux lieux publics, non pour en rendre l'entrée plus difficile, mais pour organiser l'accueil. Le maître mot doit être celui d'hospitalité collective. L'auteur concrétise cette approche nouvelle des problèmes d'insécurité en donnant des indications pratiques concernant l'action des pouvoirs publics, de la police et des citoyens.

Jean Weydert

Michèle Lamont
La dignité des travailleurs
Presses de sciences po, 2002, 384 p., 28,00 €.

Cette comparaison entre travailleurs américains et français fait ressortir leurs ressemblances et leurs différences de situations et d'attitudes. L'auteur relève chez les travailleurs blancs américains un sens de la dignité basé sur une éthique de la responsabilité. Ils se distinguent des cadres et des membres des professions libérales, qui leur semblent dépourvus d'intégrité personnelle, et des travailleurs noirs, jugés paresseux. Ces derniers se perçoivent eux-mêmes comme plus généreux et solidaires des pauvres. Les travailleurs français, attachés aux mêmes valeurs morales que les américains, mais plus dépourvus qu'eux de réseaux de sociabilité, suite au recul des organisations de gauche, semblent rester plus sensibles à l'injustice. Ils se veulent plus solidaires des pauvres et des immigrés, mais ressentent souvent la culture des Nord-africains comme incompatible avec la leur et avec les valeurs républicaines. Ce travail de sociologie « compréhensive » jette un nouvel éclairage sur les phénomènes de classe, d'exclusion, de racisme et d'immigration.

Jean Weydert

C.E.R.A.S | Téléchargé le 29/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 102.179.206.216)

Colette MULLER et Jean-René BERTRAND
Où sont passés les catholiques ?
Desclée de Brouwer, 2002, 328 p., 23 €.

Comment rendre compte du fait religieux catholique aujourd'hui ? Une telle question demande d'examiner les critères à retenir : nombres d'enfants catéchisés, de messalisants, de mariages ou d'enterrements célébrés à l'église, présence de lieux de pèlerinage, vitalité de communautés nouvelles, etc. Les indicateurs – nombreux – sont difficiles à interpréter, car la démarche spirituelle n'emprunte pas, d'une époque à l'autre, les mêmes chemins. De ce fait, on peut sentir aujourd'hui le désarroi de nombreux sociologues invités à rendre compte – de leur point de vue – de la situation du catholicisme en France. Renouant avec les travaux du chanoine Boulard, les auteurs de cet ouvrage adoptent une approche de géographes. La réflexion est accompagnée de nombreuses cartes qui permettent de rendre compte de ce que vivent les catholiques en France (à travers la recomposition des paroisses, la fréquentation des lieux de pèlerinage, l'implantation des communautés charismatiques, etc.). Au fil des pages se dégagent trois catégories : catholiques de la mobilité (assidus des rassemblements dans des monastères ou des lieux de pèlerinage), catholiques de l'action (impliqués dans des lieux divers comme le Secours catholique ou les communautés charismatiques) et catholiques de l'expérience (soucieux de participer à la vie de l'Eglise à travers la catéchèse, le denier du culte ou la lecture de la presse catholique). Catégories utiles, mais délicates à manier, tant il est vrai que les individus relèvent de plusieurs d'entre elles simultanément. Cet ouvrage est une aide précieuse pour lire la place des catholiques dans la France contemporaine.

Antoine Kerhuel

Jean-Claude KAUFMANN
Premier matin Comment naît une histoire d'amour
Armand Colin, 2002. 270 p., 20 €.

Comment se forme un couple ? Plutôt que de tenter de décrypter les mythes fondateurs, les manières dont chacun se raconte et raconte aux autres sa première rencontre avec son conjoint, l'auteur propose une démarche originale. Il postule comme point de départ à l'histoire d'amour la première nuit passée ensemble : moment encore ambivalent, moment qui peut préfigurer un engagement, moment où chacun s'observe et observe l'autre. Pour les générations passées, génération de couples et génération de sociologues, le bal et la danse constituaient des rites à double entente. Chacun pouvait jouer un rôle, plusieurs rôles, guetter les émotions et les perceptions de l'autre, décider ensuite de la voie à suivre. Jean-Claude Kaufmann nous propose de lire de la même manière le premier matin. Le résultat est séduisant mais combien insatisfaisant ! Si l'alchimie des gestes de la vie quotidienne offre une certaine lisibilité, la lecture gagnerait en profondeur si l'auteur acceptait d'y intégrer des variables, notamment démographiques (âge, étude, profession). L'histoire de l'individu n'est plus anecdotique si s'ébauche une nouvelle histoire d'amour...

Pierre Martinot-Lagarde

AUTEURS DES LIVRES RECENSÉS

- *International* : K. J. Bade, H. Burgelin, A. Garapon, Haut conseil de la coopération internationale, PNUD, O. Roy, P. de Senarclens, P. Vilboux, G. Winter.
- *Economie* : H. Baudchon, Collectif, J. Defrenne, C. Delvaux, M. Fouet, J. Généreux, A. Vanoli.
- *Ethique* : G. Bénichou, D. Dupré, A. Salmon.
- *Politique* : J.-Y. Calvez, B. Choc, J. Lukacs, J.-C. Ruano-Borbalan.
- *Société* : J.-R. Bertrand, J.-C. Kaufmann, M. Lamont, C. Muller, S. Roché.